

Consultation publique relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1er avril 2015

Contribution ANTARGAZ
21 novembre 2014

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un tarif identique aux PITTM de Fos et de Montoir sur le PITTM Dunkerque GNL ?

Antargaz préfère ne pas se prononcer sur cette question, les éléments d'analyse fournis par la CRE dans sa note de consultation nous paraissant largement insuffisants pour élaborer une réponse.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant la tarification du point d'interconnexion d'Alveringem ?

Antargaz préfère ne pas se prononcer sur cette question, les éléments d'analyse fournis par la CRE dans sa note de consultation nous paraissant largement insuffisants pour élaborer une réponse.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire un mécanisme plus souple de souscription de capacités aux PITTM ?

Antargaz préfère ne pas se prononcer sur cette question, les éléments d'analyse fournis par la CRE dans sa note de consultation nous paraissant largement insuffisants pour élaborer une réponse.

Question 4 : Êtes-vous favorable à la méthode proposée par la CRE pour fixer les tarifs aux PITS de GRTgaz et de TIGF ?

D'une manière générale, Antargaz partage le point de vue de la CRE prenant en compte :

- 1°) les recommandations de l'étude Pöyry quant au facteur multiplicateur reflétant le niveau de disponibilité des capacités souscrites entre les 2 réseaux et illustrant la différence entre capacités climatiques et fermes
- 2°) l'harmonisation de la structure tarifaire valorisant plus fortement la sortie de réseau que l'entrée sur ce dernier et donc l'inversion de la structure de GRTgaz
- 3°) la neutralité de la nouvelle répartition proposée par ZET et coûts d'entrée/sortie dans le coût global d'accès au stockage

Il serait toutefois souhaitable, pour le premier point, de réévaluer annuellement la valeur de ce facteur multiplicateur en se basant par exemple sur l'analyse des taux de disponibilité et des flux nominés au cours de l'année gazière écoulée.

Question 5 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, qui consiste à ajouter les recettes des enchères de capacités mensuelles et quotidiennes et les écarts entre redistribution et montant perçu par les GRT aux montants à reverser sur l'année suivante ?

Comme cela a pu être évoqué par certains expéditeurs lors de la réunion de la Concertation Gaz du 13 octobre, il nous semble essentiel que les périodes de calcul des paramètres de redistribution soient en phase avec les périodes de génération des sur-revenus. Tout écart créerait une distorsion arbitraire entre volumes passés et volumes futurs. Nous nous étonnons donc que la CRE préconise la première solution présentée ; l'argument de la visibilité avancé par la CRE nous semblant largement secondaire par rapport à l'inconvénient d'une telle distorsion.

Nous sommes donc favorables à la deuxième méthode proposée par la CRE, qui elle respecte le principe d'adéquation entre période de calcul des paramètres de redistribution et période de génération des sur-revenus.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de reconduire, à partir du 1er octobre 2015, les modalités de redistribution pour les capacités annuelles et trimestrielles définies dans sa délibération du 18 juin 2014 et de les étendre au rebours au PIR Jura ?

Concernant les modalités de redistribution pour les capacités annuelles et trimestrielles après septembre 2015, Antargaz est globalement favorable à sa reconduction à l'exception de la méthode de calcul du volume non éligible à la redistribution : celui des gazo-intensifs.

En retenant un taux conservateur de 50% de disponibilité des capacités interruptibles (23 GWh/j) auxquelles s'ajoutent les 40 GWh/j de capacité fermes, les capacités obtenues lors des phases 1 dédiées aux gazo-intensifs à prix régulés représentent un total de 51.5 GWh/j. Cette capacité permet bien à ses bénéficiaires d'acheminer, ou de valoriser au marché, 18.8 TWh par an.

Nous ne comprenons pas pourquoi ce volume est amputé d'un ratio de minoration calculé sur la base de ces capacités obtenues en phase 1 par les capacités de livraison moyennes souscrites en 2012 et 2013 par ces expéditeurs.

Cette approche fondée sur les capacités est en incohérence complète avec la logique de volume retenue pour la redistribution des excédents d'enchères.

Il nous semble donc nécessaire de réduire le volume éligible de la capacité complète obtenue lors de la phase 1, celle-ci étant bien utilisée à 100% toute l'année, à savoir 18,797 TWh et non 11.056 TWh.

Par ailleurs, à la réserve près évoquée ci-avant sur les volumes éligibles, nous ne voyons pas d'inconvénient d'inclure dans ce mécanisme de redistribution les excédents d'enchères issus de la commercialisation des capacités rebours au PIR Jura.

Question 7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, de fixer le tarif de ces capacités intra-journalières au niveau du tarif des capacités journalières rapporté au nombre d'heures restantes de la journée gazière ?

La proposition de la CRE semble cohérente mais pourrait aboutir à une complexité dans sa mise en œuvre que nous ne souhaitons pas voir traduite par des coûts de développement SI supplémentaires.

Question 8 : Etes-vous favorable aux propositions de l'UNIDEN concernant les industriels gazo-intensifs ?

Antargaz constate que les industriels gazo-intensifs ont déjà bénéficié de nombreuses dispositions en leur faveur, contrairement aux autres industriels et professionnels dont l'activité pèse tout autant sur l'économie française et qui doivent in fine supporter les surcoûts générés par ces mesures préférentielles.

Nous nous étonnons que l'UNIDEN ose demander encore plus que ce qu'elle a déjà obtenu et par conséquent sommes fortement opposés à toute disposition supplémentaire en faveur des gazo-intensifs.

Question 9 : Etes-vous favorable à une mesure visant à étendre l'offre IAPC aux expéditeurs du sud de la France réservant plus de 10 GWh/j en contrepartie d'une interruptibilité liée à la disponibilité de la liaison Nord-Sud ?

Antargaz ne partage pas le point de vue de la CRE sur ce sujet. Cette offre est directement liée à la proximité physique de certains sites de points d'approvisionnement. Le fait de s'affranchir de cette réalité physique et géographique n'a aucun sens économique. Antargaz y est donc fermement opposé.

Question 10 : Etes-vous favorable à la modification de la référence (M+1 au lieu de J+1) servant au calcul des indicateurs portant sur les prévisions et les mesures des clients raccordés au réseau de transport, pour le périmètre de GRTgaz et TIGF ?

Antargaz est favorable à l'harmonisation des indicateurs de qualité des prévisions et mesures, mais sur une base J+1 et non M+1. En effet, les informations court terme sont critiques pour l'approvisionnement et l'équilibrage et à dissocier de celles communiquées en M+1 pertinentes pour des besoins de facturation.

Une solution pourrait être de doubler l'indicateur actuel en un indicateur J+1 et un autre M+1, sous réserve que cela ne se traduise pas par des coûts de développement SI supplémentaires.

Question 11: Considérez-vous que la qualité des quantités télérelevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises aux expéditeurs le lendemain est satisfaisante chez GRTgaz ? Chez TIGF ? Etes-vous favorable à la modification de l'indicateur correspondant proposée par GRTgaz ?

Nous partageons le point de vue de la CRE et sommes donc favorables au principe de la proposition de GRTgaz d'aligner la méthode d'évaluation de la qualité des télé-relèves des clients transports sur celle portant sur les mesures intra-journalières ; celle-ci paraît plus pertinente que l'actuel critère d'incitation.

Question 12 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre la mise à jour régulière des cinq informations les plus importantes publiées sur SMART GRTgaz et Datagas soit créé ? Si oui, quelles informations devraient être suivies ?

Antargaz partage le point de vue de la CRE quant à la suppression du bonus relatif à l'indicateur de disponibilité des portails publics et expéditeurs.

Les informations qui pourraient être suivies tant en matière de respect des délais de publication que de qualité des données peuvent être listées ainsi :

- Les relèves intra-journalières des consommateurs non profilés aux PITD (données privées, donc pas sur SMART ni Datagas)
- Prévisions de k0 ou à minima des prévisions de consommation des clients profilés aux PITD
- Prix de traitement des déséquilibres en WD (dynamique)
- Prévision de déséquilibre du réseau en fin de journée

Question 13 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre les délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage soit mis en place ?

Il peut en effet s'avérer intéressant de mettre en place un indicateur de délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage bien que ce dernier soit plus délicat à suivre dans la mesure où il est publié toutes les heures par GRTgaz. Il serait peut-être plus simple de s'attacher dans un premier temps aux avis de réalisations.

Au-delà des délais, la qualité des informations publiées est tout autant primordiale. Dans le cas des avis de réalisation, il serait pertinent de pénaliser les publications contenant des valeurs de replis du fait des GRT (mais non celles résultant d'incident dus aux GRD).

Question 14 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une incitation financière sur la disponibilité des capacités fermes et interruptibles à la liaison Nord-Sud ?

Antargaz est favorable à la prise en compte de la totalité des capacités fermes et interruptibles de la liaison Nord-Sud en remplacement du précédent critère d'incitation financière.

Cependant, la référence de 45TWh au-delà de la capacité de 270GWh/j nous semble être trop conservatrice car se basant sur une année de référence où les approvisionnements de GNL étaient historiquement très faibles (oct13 à sept14).

Nous ne sommes pas d'accord pour que soit générée une rente indépendante de l'action des GRT, la disponibilité de la liaison Nord-Sud dépendant largement de facteurs exogènes aux GRT (et notamment des prix du GNL en Asie par rapport aux prix de marché Européen). C'est pourquoi nous proposons que :

1°) la référence de 45TWh soit réévaluée chaque année en tenant compte des facteurs exogènes aux GRT, et notamment les apports de GNL

2°) un bonus/malus unique de 0.20€/MWh s'appliquant au-delà de ce seuil

Question 15 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur permettant de suivre la qualité des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage ?

Non, il ne nous paraît pas pertinent de mettre en place ce type d'indicateur. Il appartient à chaque GRT d'intervenir au mieux dans le cadre de la méthodologie définie avec le marché et approuvée par la CRE.

Question 16 : Avez-vous d'autres remarques ?

Nous constatons que les hausses de transport observées ces dernières années en France sont vertigineuses : d'avril 2012 à avril 2015¹, la hausse cumulée du tarif moyen s'élève à 26.4% pour GRTgaz et à 23.2% pour TIGF.

Par ailleurs l'application asymétrique de ces hausses entre transport amont et transport aval, justifiée au nom de « l'attractivité du marché français », nous semble fondamentalement discriminatoire. Il devient urgent de revenir à un schéma où la hausse individuelle des coûts de transport est proche de la hausse globale : les investissements du réseau de transport bénéficient à l'ensemble des consommateurs et opérateurs de transit et ne doivent donc pas être imputés majoritairement aux clients du réseau de distribution.

Nous constatons également que les hausses moyennes demandées par les 2 opérateurs sont systématiquement supérieures à celles des trajectoires définies il y a moins de deux ans (ATRT5) : GRTgaz demande +6.0% contre une trajectoire de +3.8% et TIGF +5.8% contre une trajectoire de +3.6%.

A titre de conclusion, nous constatons que le système de régulation de l'ATRT n'est que très peu incitatif à la maîtrise des coûts. Si les GRT étaient des opérateurs privés non régulés, il serait vraisemblable que leurs Conseils d'Administration respectifs leur demanderaient de mettre en œuvre des plans de maîtrise des coûts, associés à des objectifs chiffrés précis portant sur les charges d'exploitation. Les GRT étant régulés, il appartient à la CRE de veiller à la maîtrise des coûts. Sachant par ailleurs que de nombreux investissements qui ont été décidés ces dernières années, ou qui sont sur le point d'être décidés, ne se traduisent pas encore dans le tarif des GRT, nous sommes particulièrement inquiets des hausses tarifaires ultérieures. Enfin, si l'on regarde hors de nos frontières, le contraste avec la France n'en est que plus saisissant : la CREG est par exemple sur le point d'annoncer une baisse du tarif de transport de Fluxys d'environ -7% applicable au 1^{er} janvier 2015.

*
* *

¹ Détail par année 2012-2015 GRTgaz : +6.0%, +8.3%, +3.9%, +6.0%, et TIGF : +0%, +8.1%, +7.7%, +5.8% (aucune hausse n'a été constatée au 1^{er} avril 2012, l'ATRT4 prévoyant une variation tous les deux ans)